



# Défis et enjeux de contenu pour *Economie et Politique*



## Introduction de Paul Boccard

Évidemment, je ne puis balayer tout le champ des enjeux ouverts devant nous. Je veux seulement souligner cinq points.

1) *Economie et Politique* met aujourd'hui le projecteur sur les luttes pour construire graduellement un **système de sécurité d'emploi ou de formation**.

En quelques années, nous avons réussi à mettre ce thème, du moins dans son fond, au premier plan du débat social et politique, peut-être plus encore que jadis pour le capitalisme monopoliste d'Etat. Le PCF a adopté ce projet de société, sur lequel il a tenu une conférence nationale en 2004.

La CGT l'a repris, en partie, avec son projet de sécurité sociale professionnelle qui y mêle aussi d'autres influences. Et tandis qu'au PS, de Fabius à DSK, on prétend se référer à cette sécurité sociale professionnelle, en décembre deux économistes néo-libéraux ont repris le slogan de la CGT dans leur rapport commandé par les ministres Sarkozy et Borloo. Et ce dernier le prône désormais en parole de façon démagogique. Face à toutes les ambivalences de ce succès, la revue est confrontée au défi de contribuer plus systématiquement à des luttes nouvelles, dans les localités et dans les entreprises, à la poursuite de l'élaboration de propositions concrètes et à la dimension européenne du projet de sécurité d'emploi ou de formation.

Nous devons chercher à développer davantage les coopérations avec tous les élus nationaux, locaux et européens aussi à engager, en toute indépendance, une coopération avec la CGT ou encore d'autres syndicats. Comment faire pour que les batailles pour des Fonds régionaux pour un autre crédit à taux très abaissé pour l'emploi, comme en Ile-de-France, et aussi pour une autre mission de la Banque centrale européenne qui sont décisives, ne soient pas négligées par le mouvement social et politique ? Il s'agit aussi de contre-proposer face aux «contrats intermédiaires» pour les licenciés de Borloo, pour un nouveau «contrat institutionnalisé» d'emploi-formation, dont nous avons déjà parlé, à la fois avec l'entreprise et avec un réseau institutionnel pour la non rupture du contrat et la promotion avec le passage d'un établissement à un autre ou d'un emploi à une formation pour un meilleur emploi, avec l'extension graduelle de son champ et de sa durée.

2) Cependant, ce sur quoi je veux insister ce soir, c'est sur l'articulation de cette thématique à d'autres questions qui se présenteraient de façon très nouvelle.

Il s'agit avant tout, et c'est mon deuxième point, **d'avancées théoriques et pratiques sur les services publics et socialisés aux personnes** : l'éducation, la santé, la recherche et la culture, le logement social, les personnes âgées, etc., en liaison avec les autres services publics et les entreprises.

C'est l'idée d'un véritable bouleversement, de portée révolutionnaire, avec de nouveaux pouvoirs pour " une coopération créative de tous les usagers avec tous les personnels ". Il s'agit des élèves, des parents, des malades, etc. non comme objets mais comme sujets créateurs des opérations communes pour l'intercréativité.

Cela renvoie à d'autres types d'opérations de prévention, contre les sélections, les rejets, les doubles vitesses, etc.. Cela concernerait en liaison avec l'avancée des critères d'efficacité sociale des entreprises, des critères d'efficacité sociétale des services. Cela se rapporte à la dimension européenne de ce défi, depuis la directive Bolkenstein, avec des contre-propositions rassembleuses.

Ce projet de société devrait pouvoir devenir aussi important que la sécurité d'emploi ou de formation, avec leurs questions communes : emploi, formation, financement, salaires, conditions de travail, etc.

3) Un troisième ensemble sur lequel nous devons changer de braquet est l'étude systématique, au-delà de monographies, de **tout l'ensemble des entreprises en France**, les entreprises multinationales et comment elles sont contrôlées financièrement, les réseaux de sous-traitants, etc. Il faut analyser tous les domaines de la révolution informationnelle ainsi que la montée formidable des services. Cela renvoie aux luttes nouvelles pour des gestions alternatives. À ce propos, la proposition démagogique du rapport Bèta, contre la faiblesse de la croissance industrielle et de la recherche développement néglige le rôle fondamental de la formation et de l'emploi qualifié, tandis que la baisse des charges sociales supportée par les fonds publics pour les emplois peu qualifiés les favorisent. Et l'appel aux coopérations européennes et à quelques soutiens de fonds publics face aux pressions des marchés financiers contre le risque des recherches longues, néglige la question cruciale d'un tout autre crédit et d'un autre rôle de la Banque centrale européenne, sans parler des défis d'avancées de nouvelles entreprises publiques et mixtes coopérant au plan international.

4) Le quatrième ensemble concerne précisément **la construction européenne et la construction mondiale**.

Au-delà de la seule opposition au traité constitutionnel, cela vise d'autres propositions pour l'Union européenne :

- depuis le modèle social, avec la Sécurité d'emploi ou de formation et la coopération créative des usagers et des personnels des services publics et socialisés aux personnes jusqu'à la création monétaire de la Banque centrale européenne, pour un autre crédit aux entreprises et aussi pour soutenir les dépenses publiques utiles, avec une autre organisation des pouvoirs politiques.

De nouvelles coopérations et émulations doivent être proposées contre l'obsession destructrice de la concurrence. Contre l'hyperdélégation à la Commission européenne et l'éloignement du Parlement européen, des droits nouveaux des citoyens et des travailleurs, pour leurs interventions sociales locales et sur les conditions nationales et européennes de ces interventions, déboucheraient sur des concertations institutionnalisées, en transformant profondément les Conseils économiques et sociaux régionaux et national et le Comité économique et social européen pour travailler en navette avec les Parlements nationaux et européen. La contribution décisive d'une autre Union européenne à la construction d'un autre monde se relie au défi d'une articulation des mouvements politiques, syndicalistes et altermondialistes avec des propositions qui les rassemblent.

Cela vise l'alternative à l'hégémonie interventionniste tous azimuts des États-Unis, y compris pour la transformation des organisations internationales comme celles de l'ONU.

Les défis de la domination du dollar et des formidables déficits américains par importations de capitaux du monde entier vont se poser de façon aiguë dans quelques années, faisant monter des exigences d'une alliance de propositions transformatrices entre l'Union européenne, la Chine et tous les pays émergents et en développement.

Cela renvoie au problème des «Biens communs de l'humanité» : pas seulement l'eau, le milieu écologique, et même l'énergie, la santé, l'éducation, la culture. L'idéologie dominante range aussi dans les biens communs la promotion des marchés. Tout au contraire, face à leur mondialisation actuelle, nous pouvons faire avancer l'exigence du bien commun de la monnaie avec une monnaie commune mondiale, pour s'émanciper des marchés financiers et du dollar, avec un FMI complètement refondu pour son soutien au co-développement des peuples.

5) Enfin le cinquième et dernière ensemble se rapporte au delà de l'économie et de la politique, à leur englobement dans **une nouvelle civilisation et ce que j'appelle l'anthroponomie**, toute la régénération humaine sociale, en liaison avec l'économie, la reproduction matérielle sociale. Face aux quatre révolutions informationnelle, monétaire (de décrochage de la monnaie par rapport à l'or), démographique (de réduction drastique de la natalité et de longévité), écologique (des pollutions et des risques comme des espaces nouveaux) monte le besoin de transformation de la civilisation. À l'opposé des libertés et égalités seulement en droits avec l'inégalité des moyens matériels et informationnels et les concurrences, sélections et rejets du libéralisme, cela vise des valeurs de partage, de coopération et de rotation des rôles jusqu'à chaque être humain. Cela se rapporte à des formes sociales et politiques de décentralisation et de concertation du local au mondial, dans une démocratie non seulement participative mais aussi d'intervention autonome, pour l'intercréativité de chacune et de chacun.

Il s'agit de s'appuyer en les reliant, tandis que la salarisation généralisée les relie déjà, sur les trois bases sociales, à l'opposé de la référence dogmatique privilégiée au prolétariat industriel comme de la régression par rapport à lui vers un humanisme vague, voire le concept de multitude de Spinoza, contre tous les monopoles sociaux et pour des partages généralisés :

1- l'ensemble des salariés, ouvriers, employés, cadres, fonctionnaires avec leur rapprochement par le bas et la précarisation, comme par le haut et les exigences de formation et de participation créative.

2- les femmes, contre les discriminations et les dominations spécifiques et les autres catégories générationnelles, les personnes âgées dont l'importance grandit considérablement, les jeunes et les enfants.

3- toutes les nations, aires culturelles, peuples et minorités de la planète et aussi les immigrés, et tous les métissés.

Qu'est-ce que 50 ans ? Une autre civilisation pour toute l'humanité verra le jour et nous entendons y contribuer le plus possible. ■

# Débat n°2



## Maryse Dumas

Le climat est en train de changer. Ces premiers jours de l'année sont marqués par des luttes (...) Il y a derrière évidemment des enjeux de société très importants (...) avec des questions qui sont au cœur de l'affrontement avec le gouvernement et le patronat, c'est-à-dire la durée du travail, les salaires, l'emploi et le code du travail (...)

Mais nous sentons que les luttes butent sur la question des perspectives. J'ai bien entendu ce qu'a dit Paul Boccard : Que l'on parle de sécurité d'emploi ou formation ou sécurité sociale professionnelle comme dit la CGT et nouveaux statuts de travail salarié, ce qui domine, dans la société d'aujourd'hui, ce sont les projets et les propositions. Et que donc les uns et les autres, à notre place, en respectant l'indépendance de chacun mais sans se priver de débats, nous avons à travailler et construire des perspectives, des propositions dans lesquelles les gens puissent se retrouver.

C'est une question essentielle pour le rassemblement et pour les luttes. (...) J'ai une petite nuance avec Paul Boccard quand il considère que les femmes constituent une catégorie(...). Parmi les précaires et les fonctionnaires il y a beaucoup de femmes. Nous devons passer par une construction où l'on permette à chacune et à chacun de s'exprimer et de se reconnaître et où, en même temps, nous soyons en tant qu'organisations capables de construire des convergences d'intérêts, de propositions et d'alternatives(...). Je pense que nous avons à remettre la question du travail au centre de notre réflexion et de son exploitation (...) sous prétexte de sociétal, nous avons quelquefois tendance à la marginaliser alors qu'elle est centrale dans un pays où 89% de la population active est salariée.



## Alain Obadia

Je vais m'en tenir à 3 idées :

La première : sans analyse, sans vision et sans concepts alternatifs dans le champ économique, il n'y a pas d'alternative politique possible (...) Cela nous conduit à utiliser au quotidien des concepts, des outils politiques, par exemple les nouveaux critères de gestion, les nouveaux pouvoirs à l'entreprise. (...)

La deuxième : un tel processus implique obligatoirement pour nous un lieu de créativité et donc un lieu de débat ouvert sur les questions économiques (...) nous permettant d'avancer des idées et des propositions alors même que pour un parti comme le nôtre, elles n'ont pas fait l'objet de « délibérations » nécessaires pour que cela devienne une « position » du Parti communiste, (...)

Enfin, le rôle d'*Economie et Politique* (...), c'est de contribuer aux luttes pour faire le lien avec les perspectives politiques (...) et la nécessité d'un combat conséquent contre le capital, sans s'enfermer dans des impasses, avec des pistes transformatrices...

J'ai la conviction qu'*Economie et Politique* a de l'avenir dans le champ militant d'aujourd'hui et pour les générations qui assureront le futur de notre combat.



## Catherine Mills

Dans la bataille sur les retraites, *Economie et Politique* a joué un rôle théorique et aussi pour l'appel que j'ai initié contre la privatisation de l'assurance maladie, pour une réforme alternative du système de santé. Ce travail d'élaboration et de propositions branchées sur des luttes et aidant aussi leur organisation a débouché sur une collection Espère, aux Editions du Temps des Cerises avec des livres sur la Sécurité d'emploi ou de formation, les services publics, la retraite et la santé. D'autres ouvrages vont sortir sur les questions du crédit et de la finance comme sur celles de l'immigration.



### Remi Semon

Les articles d'Economie et Politique sont une aide précieuse pour les salariés des entreprises comme Facom. Nous luttons depuis huit mois pour contrer la délocalisation du site de Villeneuve le Roi à Taïwan (...). Cette lutte des salariés et des syndicats a aussi été menée avec Economie et Politique. Le travail économique de ses collaborateurs nous a permis de montrer que ce sont des choix de gestion du capital, mené par Ladreit de Lacharrière, un requin de la finance, qui sont responsables des difficultés de Facom et non pas les hommes et les femmes de Villeneuve-le-Roi.



### Paul Boccara

À propos de l'intervention de Maryse Dumas, je suis tout à fait d'accord avec l'essentiel, l'idée de coopérations en toute indépendance, car il y a besoin de travailler sur des propositions concrètes et des luttes conjointes. (...) La salarisation massive des femmes a fait monter le lien entre le féminisme et les luttes sociales, mais le féminisme ne se réduit pas aux questions du travail. Le féminisme renvoie au problème des femmes comme catégorie dans les rapports de «régénération». Il y a une domination et des inégalités spécifiques concernant les femmes qui sont à la fois indépendantes et articulées aux problèmes de l'exploitation et de la domination du travail. Enfin je pense qu'il n'y a pas que le travail comme valeur centrale. La spécificité humaine, c'est l'activité créatrice qui englobe donc le travail. L'homme réduit à une force de travail, c'est dans le capitalisme. Il veut réduire l'homme au travail, mais il n'y arrive pas. Quant à la formation, c'est pour se développer soi-même, ce n'est pas le travail pour autrui, ce n'est pas l'emploi. C'est du moins dans ce sens que nous pourrions débattre.



### Yves Dimicoli

L'enjeu c'est de faire avancer une construction politique de transformation sociale radicale dont les salariés, les citoyens soient les auteurs et les acteurs au lieu de rassemblements politiques déléguant les choix au sommet. Pour avancer dans ce sens il y a besoin de lever des tabous de l'entreprise et du financement qui enserrant le débat politique et protègent le système de pouvoirs, la culture de gestion et les pratiques dominantes (...), il y a besoin de viser une cohérence rassembleuse, transformatrice et ouverte à l'apport des autres pour le débat et l'action. La cohérence, ce n'est pas technique, mais c'est un élément pour le rassemblement et le combat politique (...) Le refus de prendre la mesure du défi de la cohérence est au cœur de l'effondrement de la crédibilité d'une politique alternative à gauche comme de celle du Parti communiste qui peut être reconstruite (...) On veut une construction politique de transformation sociale, donc il y a absolument besoin, non seulement de débattre, mais d'organiser l'action sur ces terrains, notamment celui des financements avec les Fonds régionaux pour l'emploi et la formation.



### Frédéric Boccara

Nous avons une déficience, dans notre travail, sur la connaissance et l'analyse système d'entreprises et son internationalisation. Il y a un problème de conception d'ensemble avec un traitement intermédiaire, entre gestion et théorie très générale, qui prendrait en compte les multinationales comme des institutions (...) Il y a aussi le problème PME et son articulation avec les groupes, tout cela pour mieux comprendre le système productif français (...) Il y a aussi la question du financement des entreprises. C'est toute la société qui est en recherche sur cette question et qui est intéressée par le débat que nous avons engagé autour du Fonds régional pour l'emploi et la formation...